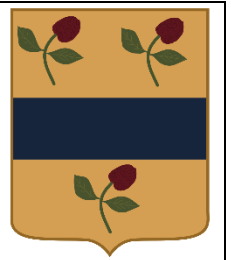


# COMMUNE DE LA MURE ARGENS

(Alpes de Haute Provence)



## Compte rendu de la séance du vendredi 29 janvier 2021

Secrétaire(s) de la séance :

Sylvain RICHARD

### **Ordre du jour:**

Modification des statuts de la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon "*sources de lumière*"

Présentation et décision sur le rapport de la CLECT

Demande de subvention "au titre des amendes de police" année 2021

Application du régime forestier sur parcelles communales

Vente d'une partie de la parcelle de terrain cadastrée section D n°702 zone UE

Questions diverses :

Création de l'adressage convention chemin ruraux

L'opération OAP VRD

Déneigement

Pied tanqué

Maison HEYRIES

### **Délibérations du conseil:**

#### Modification Ordre du Jour

Monsieur le Maire demande au conseil Municipal l'autorisation de modifier l'ordre du jour de la séance :

De retirer :

- Vente d'une partie de la parcelle de terrain cadastrée section D n°702 zone UE

Après en avoir délibéré le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents

**Autorise** la modification de l'ordre du jour à savoir le retrait

- Vente d'une partie de la parcelle de terrain cadastrée section D n°702 zone UE

Résultat du vote : adoptée

Votants 11

Pour :11

Modification des statuts de la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon  
Sources de lumière (DE 2021 001)

Par délibération en date du 15 décembre 2020, la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon a adopté une modification de ses statuts.

Celle-ci ne modifie en rien le fond et la répartition déjà actée de ses compétences, mais a pour vocation d'en revoir la rédaction uniquement dans un objectif de les consolider juridiquement et de les mettre en adéquation avec les compétences réellement exercées à ce jour par l'intercommunalité.

En effet, depuis le premier janvier 2019, les communautés de communes à DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) bonifiée n'existent plus et l'article L. 5214-23-1 du CGCT, qui leur était dédié, non plus.

En termes de DGF, du moins à court terme, cela ne change souvent que peu, les communautés de communes en question étant presque toutes « à la garantie », c'est-à-dire que de toute manière leur DGF baisse année après année à un rythme fixé par la loi. En termes juridiques toutefois, cela induit pour la plupart des intercommunalités en question de mettre à jour leurs statuts qui étaient jusqu'alors calés sur les formulations de l'article L. 5214-16 du CGCT, mais aussi de l'article L. 5214-23-1 de ce même code, or ce dernier renvoyait à des définitions d'intérêt communautaire distinctes de celles de l'article L. 5214-16 du CGCT

D'autre part, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a acté la fin des compétences dites optionnelles, ce qui induit une nouvelle rédaction des statuts des intercommunalités concernées.

Par ailleurs, le nombre de représentants de chaque commune siégeant au conseil communautaire a été modifié lors du dernier renouvellement de 2020. Les statuts doivent donc être ajustés en correspondance.

Enfin, la communauté de communes, par délibération en date du 17 novembre 2020, a décidé de la restitution du camping du Brec à la commune d'Entrevaux, ce qui induit une correction statutaire en conséquence.

Les nouveaux statuts proposés sont les suivants :

**Statuts de la Communauté de Communes**  
**Alpes Provence Verdon – Sources de Lumières**

**Article 1**

*La Communauté de Communes Alpes Provence Verdon Sources de Lumière regroupe les communes d'Allons, Allos, Angles, Annot, Barrême, Beauvezer, Blieux, Braux, Castellane, Castellet-les-Sausses, Chaudon-Norante, Clumanc, Colmars les Alpes, Demandolx, Entrevaux, La Garde, La Mure Argens, La Palud sur Verdon, La Rochette, Lambruisse, Le Fugeret, Méailles, Moriez, Peyroules, Rougon, Saint Benoît, Saint André les Alpes, Saint Jacques, Saint Julien du Verdon, Saint Lions, Saint Pierre, Sausses, Senez, Soleilhas, Tartonne, Thorame-Basse, Thorame-Haute, Ubraye, Val de Chalvagne, Vergons et Villars Colmars.*

## **Article 2**

*Le siège de la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon Sources de Lumière est fixé à Saint André les Alpes.*

*Son siège administratif est le suivant :*

*Communauté de Communes Alpes Provence Verdon Sources de Lumière*

*ZA les Iscles*

*BP 2*

*04170 Saint André les Alpes*

## **Article 3**

*La Communauté de Communes est créée pour une durée illimitée.*

## **Article 4**

*Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon Sources de Lumière est composé de 61 membres répartis ainsi qu'il suit :*

<i>Castellane :</i>	<i>7 délégués titulaires</i>
<i>Annot :</i>	<i>5 délégués titulaires</i>
<i>Entrevaux :</i>	<i>4 délégués titulaires</i>
<i>Saint André les Alpes :</i>	<i>4 délégués titulaires</i>
<i>Allos :</i>	<i>3 délégués titulaires</i>
<i>Barrême :</i>	<i>2 délégués titulaires</i>
<i>Colmars-les-Alpes :</i>	<i>2 délégués titulaires</i>

*Allons*

*Angles*

*Blieux*

*Beauvezer*

*Braux*

*Castellet-les-Sausses*

*Chaudon-Norante*

*Clumanc*

*Demandolx*

*La Garde*

*La Mure Argens*

*La Palud sur Verdon*

*La Rochette*

*Lambruisse*

*Le Fugeret*

*Méailles*

Moriez  
Peyroules  
Rougon  
Saint Benoît  
Saint Jacques  
Saint Julien du Verdon  
Saint Lions  
Saint Pierre  
Sausses  
Senez  
Soleilhas  
Tartonne  
Thorame-Basse  
Thorame-Haute  
Ubraye  
Val de Chavagne  
Vergons  
Villars Colmars

*un délégué titulaire et un délégué suppléant*

## **Article 7**

*La Communauté de Communes Alpes Provence Verdon Sources de Lumière exerce les compétences suivantes :*

### *Compétences obligatoires (article L 5214-16 I du CGCT)*

*La communauté de communes exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences relevant de chacun des groupes suivants :*

*1° Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;*

*2° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;*

*3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;*

*4° Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;*

*5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;*

6° Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8, sans préjudice de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018\* relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;

7° Eau, sans préjudice de l'article 1er de la loi n° 2018-702\* du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.

*\*Les communes membres d'une communauté de communes qui n'exerce pas, à la date de la publication de la présente loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement ou qui exerce en partie seulement, sur tout ou partie du territoire de ces communes, l'une ou l'autre de ces compétences peuvent s'opposer au transfert obligatoire, résultant du IV de l'article 64 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, de ces deux compétences, ou de l'une d'entre elles, à la communauté de communes si, avant le 1er janvier 2020, au moins 25 % des communes membres de la communauté de communes représentant au moins 20 % de la population délibèrent en ce sens. En ce cas, le transfert de compétences prend effet le 1er janvier 2026.)*

*Les communes du territoire s'étant saisie de cette possibilité offerte par la loi, la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon n'est pas compétente sur les domaines de l'Eau et de l'Assainissement Collectif, elle exerce uniquement et jusqu'au 1er janvier 2026, en l'état du droit, le volet des compétences relatif aux assainissements non-collectifs.*

#### Autres compétences (article L 5214-16 II du CGCT)

*La communauté de communes exerce par ailleurs, en lieu et place des communes, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences relevant des groupes suivants :*

1°. *Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;*

2°. *Politique du logement et du cadre de vie ;*

3°. *Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;*

4°. *Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*

5°. *Aménagement numérique du territoire, la communauté de communes est compétente pour assurer la mise en œuvre de l'aménagement numérique du territoire sous les différentes formes que celui-ci peut prendre, en lien avec les autorités compétentes ;*

6°. *Domaines skiables : La Communauté de Communes Alpes Provence Verdon Sources de Lumière assure, directement ou indirectement, l'exploitation et l'aménagement des domaines skiables alpins et nordiques ;*

7°. *Petite Enfance : La Communauté de Communes Alpes Provence Verdon Sources de Lumière met en œuvre en régie, ou en s'appuyant sur des structures associatives, la politique du territoire dans le domaine de la petite enfance. Elle gère en régie les équipements de la petite enfance dont elle est propriétaire ou soutient ceux confiés à la gestion associative. Elle développe toute action permettant de valoriser des modes de gardes alternatifs ;*

8°. *La Communauté de Communes Alpes Provence Verdon Sources de Lumière assure :*

- *Le développement de l'activité de randonnée au travers de :*

*?La diversification des pratiques de pleine nature sous toutes leurs formes (pédestre, équestre, trail, nordique, VTT dont les Espaces VTT labellisés, cyclo-touristique, handisport et d'itinérance)*

*?L'aménagement et l'entretien des sentiers de randonnée inscrits au PDIPR (travaux, balisage et signalétique)*

- *La promotion et l'organisation ou le soutien à des manifestations en lien avec l'activité nordique ;*

*9°. Service Extra-scolaire : La communauté de communes est compétente en matière de service extrascolaire sur l'ensemble de son territoire. Cette compétence est mise en œuvre en régie ou en s'appuyant sur les structures associatives existantes ou à créer qu'elle soutiendra ;*

*10°. Relais de télévision et TNT : La Communauté de Communes Alpes Provence Verdon est compétente pour créer et gérer les relais de télévision terrestre et TNT relevant de l'initiative publique existant ou à créer ;*

*11°. Formation professionnelle et insertion des publics en difficultés : La communauté de communes est compétente pour conduire, en relation avec les structures et organismes agréés, diverses actions visant à apprécier les besoins de formation spécifiques au territoire et à qualifier les entreprises et les professionnels qui y sont installés. La CCAPV a vocation par ailleurs à soutenir les actions et initiatives en faveur des publics en difficulté de son territoire, notamment en adhérant aux structures Adhoc ;*

*12°. Dans les domaines sportif et culturel, la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon est compétente pour soutenir des associations, projets, évènements et manifestations concernant son territoire sur la base des critères définis par le Conseil Communautaire ;*

*13°. Promotion et valorisation du territoire : routes thématiques : La communauté de communes est compétente pour concevoir, créer et valoriser des routes thématiques contribuant à la valorisation et à la promotion de son territoire sous réserve que celles-ci concernent à minima 3 communes. Les communes restent compétentes pour assurer l'entretien et la restauration des éléments patrimoniaux constitutifs de ces routes thématiques ; 14°. Soutien aux médias d'information : La communauté de communes pourra apporter son soutien aux médias d'information sous statut associatif dans le cadre de conventions de partenariat visant à favoriser la diffusion d'information en lien avec son territoire.*

Il est rappelé que cette nouvelle rédaction statutaire, conformément à l'article L 521117 du Code Général des Collectivités Territoriales, doit recueillir un vote à la majorité qualifiée des 41 conseils municipaux des communes membres de la CCAPV pour être adoptée. Cela induit qu'elle soit votée soit par deux tiers des communes représentant la moitié de la population totale concernée soit par la moitié des communes représentant deux tiers de la population totale.

### **Décision**

Compte tenu de ce qui précède et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide

:

- **D'ADOPTER** les nouveaux statuts de la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon – Sources de Lumière,
- **D'AUTORISER** le Maire à notifier cette décision au Président de la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon.

Résultat du vote : adoptée

Votants 11

Pour :11

Contre : 0

Présentation et décision sur rapport de la CLECT ( DE 2021 002)

La Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) installée le 24 novembre dernier s'est réunie en séance le 16 décembre suivant pour arrêter un rapport retraçant les charges liées aux compétences suivantes transférées au 1 er janvier 2019:

- Médiathèques et bibliothèques
- Accueil de loisirs sur temps extrascolaire

Le rapport retraçant les conclusions des travaux menés et s'appuyant sur tes méthodes de calcul fixés par le Code Général des Impôts, a été adopté par les membres de la commission locale d'évaluation des charges transférés à l'unanimité. Ce rapport transmis à la commune en date du 18 décembre 2020 est joint en annexe de la présente délibération.

Il doit désormais être adopté à la majorité qualifiée des communes avant d'être soumis au conseil communautaire pour traduction dans les attributions de compensation. Cela induit qu'il soit voté soit par deux tiers des communes représentant la moitié de la population totale concernée soit par la moitié des communes représentant deux tiers de la population totale.

### Décision

Compte tenu de ce qui précède et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

.. D'ADOPTER le présent rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées relatifs aux compétences « bibliothèques et médiathèques » ainsi qu'« accueils de loisirs extrascolaires », transférées depuis le 1 er janvier 2019 à l'intercommunalité.

D'AUTORISER Mr le Maire à notifier cette décision au Président de la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon.

Résultat du vote : adoptée

Votants 11

Pour :11

Contre : 0

Demande de subvention "au titre des amendes de police" année 2021 ( DE 2021 003)

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal que les communes peuvent prétendre bénéficier d'un soutien du conseil général au titre des amendes de police. En fait, il s'agit pour ce dernier de reventiler les produits récoltés au titre des amendes de police perçues sur le territoire des dites communes. Les fonds sont affectés en priorité aux opérations visant à la mise en sécurité des voies et de leurs usagers. Le montant total de l'opération envisagée sur l'ensemble de la commune. Pour 2021, il est proposé de présenter un dossier relatif pour la création de l'adressage de la commune pour un montant de 4 882 € HT soit 5 858.40 € TTC.

Montant estimatif HT sur création de l'adressage de la commune : **4 882 € HT**

Montant estimatif de l'opération HT

Création de l'adressage : **4 245.00 € HT**

Plaques de numérotation : **637.00 € HT**

FINANCEMENT :

Amendes de police 2021 50% **2 441.00 € HT**

AUTOFINANCEMENT **2441.00 € HT**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ADOPTE le projet ci-dessus ;

APPROUVE le plan de financement prévisionnel ;

SOLLICITE une subvention au titre des amendes de police pour auprès du Conseil Général pour financer ces travaux en 2021.

AUTORISE M. le Maire à signer les documents afférents à ce dossier ainsi qu'à percevoir les subventions.

Résultat du vote : adoptée

Votants 11

Pour : 11

Contre : 0

Application du régime forestier sur parcelles communales ( DE 2021 004)

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal : Au cours de plusieurs prospections réalisées sur le territoire communal, la possibilité d'appliquer le régime forestier (en application de l'article L211-1 du Code Forestier) a été observée. Plusieurs parcelles sont concernées, certaines ayant été récemment acquises par la commune. Les



parcelles identifiées ci-dessus justifient l'application du Régime Forestier. La commune de la Mure-Argens demande l'application du régime forestier pour les parcelles suivantes :

Propriétaires	Parcelles	ADRESSE	CONTENANCE HA .A.CA
MURE-ARGENS	010 D 180	LES COULLETTES	0.4004
MURE-ARGENS	010 D 332	LES LOMBARDS	0.5588

### Décision

Compte tenu de ce qui précède et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- **D'ADOPTER** la demande de l'application du régime forestier pour les parcelles désignées ci-dessus.
- **D'AUTORISER** Mr Le Maire à signer les documents afférents à ce dossier ;

Résultat du vote : adoptée

Votants 11

Pour :11

Contre : 0

### Assiette et destination des coupes 2021 ( DE 2021 005)

Dans le cadre de l'aménagement forestier, encadrant la gestion des forêts communales, l'Office National des Forêts présente une proposition d'assiette des coupes pour l'exercice 2021. une coupe d'amélioration , coupe règlementée par l'aménagement en futaie de pin sylvestre sur les parcelles de la forêt communale N° 21, 22, 23 respectivement 18.5 ha /5.8ha/3.6ha. prévision de récolte +/-1200m3 (prix +/- 8€/m3).

### Décision

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents :

**APPROUVE** l'assiette pour l'exercice 2021

**D'AUTORISER** Mr Le Maire à signer les documents afférents à ce dossier.

Résultat du vote : adoptée

Votants 11

Pour :11  
Contre : 0